Aux sources du sens, l'étymologie sociale

Maurice Tournier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3445>

DOI : [10.4000/praxematique.3445](https://doi.org/10.4000/praxematique.3445)

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1989

Pagination : 9-20

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Maurice Tournier, « Aux sources du sens, l'étymologie sociale », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 12 | 1989, document 1, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3445> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.3445>

Maurice TOURNIER
Laboratoire de Lexicométrie politique
INALF, CNRS, Saint-Cloud

AUX SOURCES DU SENS, L'ETYMOLOGIE SOCIALE

"1) L'étymologie, dans une de ses acceptions - la plus répandue - a pour objet l'étude des genèses formelles / ... /. 2) Il faudrait un autre mot pour désigner des propriétés et des actes qui concernent, cette fois, non plus la forme d'un signifiant mais le signifié en vertu duquel on emploie celui-ci hic et nunc dans une phrase. / ... /. 3) Enfin, faute de mieux, on désigne aussi par le mot d'étymologie l'étude des opérations de langue qui aboutissent à créer - dans un état de synchronie donné (les moyens variant avec les états) - un signe nouveau, signifiant et signifié".

R.L. Wagner, *Les vocabulaires français*, Paris, Didier, 1970, vol. 2, p. 39-40.

Il est une large catégorie de mots et d'expressions qui rendent plus manifeste que d'autres la carence des dictionnaires de définitions. Ce sont ceux et celles qui se trouvent dans leur emploi soumis sans recours aux situations d'hétérogénéité, c'est-à-dire aux conflits de pouvoir qu'elles recèlent, et aux différentes stratégies, c'est-à-dire aux processus symboliques mis en oeuvre dans ces conflits. Ces termes ne possèdent ni l'angle vif des désignants de choses concrètes ni l'arête sûre des signes scientifiques. Ils sont des espèces d'espaces sémantiques, flous, fluents et fluctuants, où viennent s'inscrire les actes qu'ils servent.

Pour reprendre une distinction issue de Bakhtine, on pourrait dire que chez eux le "sens" thématique et les valeurs d'"accentuation" en discours l'emportent de très loin sur la "signification" théorique. La permanence d'un contenu n'est pas

leur lot, tout juste leur apparence. Ils sont là pour gérer, en les suscitant, l'antagonisme et l'ambiguïté. C'est ainsi que la moindre confrontation de plusieurs discours politiques montre qu'un mot comme *liberté* n'a pas de signification. Il prend sens à partir d'un très vague noyau consensuel sur le terrain sociopolitique où on l'égrenne à dessein ; il prend des sens, pluriels et même contradictoires (dans l'irréconciliation originelle de la liberté économique et de la liberté démocratique, par exemple), et ce sont ces sens qui se révèlent intéressants ; c'est le travail sur ces sens ou sur leur perversion qui apporte à la connaissance de l'homme.

Autant dire, pour en venir à mon propos, que la lexicologie classique n'est, en ce qui concerne ce type de mots, que d'un intérêt secondaire. Pour cerner leurs valeurs, il faut recourir à l'étude myope des contextes et des situations d'emploi. La linguistique ne peut faire l'économie du social, sous peine de manquer tel ou tel message de ces symboles qui d'un bord à l'autre font signe.

Afin d'illustrer ce propos, examinons le cas à la fois le plus patent et le plus inattendu où cette dépendance sociale peut s'observer, celui de l'étymologie du sens.

On pourrait avantageusement ajouter, sinon substituer, aux questions de filiation formelle et aux réponses structurales de la phonétique dite historique, des interrogations du genre : quand et pourquoi ce mot a-t-il "pris" ? Dans quel contexte ? A qui et à quoi servait-il ? Quels accents dominants ou minoritaires porte-t-il à telle époque ? Dans quel réseau est-il efficient, duquel est-il exclu ? Quelles représentations ou quels collectifs désigne-t-il ? Dans quelles stabilisations ou déstabilisations des usages s'est-il compromis ? etc ... Ces questions induisent trois réflexions, peut-être plus impertinentes que pertinentes d'ailleurs, mais qui peuvent éclairer la notion d'étymologie sociale :

- les sens ne sortent pas des mots mais des nécessités sociales de consensus ou de dominance ;

- les mots ne naissent pas des événements ; ils viennent du fond des choses humaines ;

- tout est histoire dans l'arbitraire des signes, y compris leur histoire transformationnelle.

Dire que les sens ne sortent pas des mots est une boutade à première lecture. Mais cette boutade vise la vision idéaliste de l'auto-engendrement linguistique. Les formes du français que nous écrivons "viennent" du latin, par raccourcis populaires ou ponctions érudites, on le sait, même si l'on appelle parfois latin ce qui est du celte ou du german latinisés, et tout est dit. Mais que penser des sens "portés" par ces formes ?

Ils viennent du latin, eux aussi, semble une réponse sereine d'évidence. Personne pourtant ne l'avance plus aujourd'hui. Synchroniques, les dictionnaires ne mentent pas à son propos ; ils se taisent. Et leur rubrique historique se réduit en général à sa plus simple expression - sauf pour certains traitements, tel celui de *peuple* dans le TLF, où le cadre imposé craque sous des remarques, des reprises et des citations qui n'en peuvent mais.

Disons-le brutalement, quitte à nuancer la suite. Non, un mot ne porte pas son sens comme un escargot sa maison. Quand il migre d'une langue à l'autre, sa maison ne suit pas forcément. On la lui rebâtit dans chaque situation où on l'emploie.

Mais *populum* et *peuple* se ressemblent, objectera-t-on, autrement que par leur filiation phonétique attestée (1). Ce n'est pas impossible ; les parentés de sens dépendent des parentés de situation, en entendant par là les représentations sociales à l'oeuvre dans le discours. Si ces représentations se transmettent, s'immobilisent ou se généralisent, pourquoi le mot n'en garderait-il pas la marque ?

Si, à l'inverse, le site d'emploi se décale ou se renouvelle, les mots, disconvenants et déstabilisés, deviennent le lieu même du décalage ou du renouvellement. Non par reflet d'une socialité qui serait indépendante d'eux, mais par assumption, construction de cette socialité, pour laquelle le mot est fonction et lieu de restructuration. Car il est bien certain que les mots font le social puisqu'ils sont seuls à le penser. Dès ce moment-là l'étymon sémantique n'est plus en vérité l'héritage latin, inadéquat ou trahi, mais ce qui a pris sens dans la situation nouvelle où la forme se trouve réinvestie. Il se produit donc un divorce originel entre la source de la forme (qui est empruntée) et la source du sens (qui est créée). Chez A. Chartier, lequel se couvre pourtant ostensiblement du modèle latin, le *Peuple*, face au Chevalier et au Clergé, désigne la paysannerie médiévale et déjà le tiers-état.

Or, il arrive plus souvent qu'on ne croit qu'il y ait solution de continuité dans le domaine socio-politique lorsqu'il y a transplantation dans un autre lieu ou un autre temps, solution de continuité donc entre le terme pris pour source et son avatar sémantique français. Et dans le cas où le modèle antique se trouve continué, voire réactivé - ce qui a pu être celui de *peuple* pendant la Révolution Française -, l'intérêt est autant de décrire ce modèle que de montrer par quels procédés mythiques transite cette continuation ou cette réactivation, à quelle nécessité idéologique l'une ou l'autre répondent. Les sens ne sortent pas des mots, comme on presse un fruit pour en tirer le jus. Ils s'élaborent avec les causes sociales de leur mise en usage. Leur valeur originelle réside dans leur raison d'être.

La recherche des raisons d'être des mots pose le problème du conflit et du consensus. J. Dubois distinguait deux sortes de documents, le texte polémique et le texte didactique. Sa distinction reste utile, mais prise ainsi : la polémique porte et exacerbe le conflit au niveau verbal, le dictionnaire, lui, est là pour faire la paix ; il est dévolu au consensus. L'un autant que l'autre, ces deux types de discours jouent donc un rôle actif au sein des usages, le premier par déstabilisation des valeurs concurrentes, le second par imposition d'une norme crue au-dessus de la mêlée. Or qu'est-ce que cette norme ?

De nombreuses études portant sur les désignants sociopolitiques traités en dictionnaire rejettent le présupposé d'innocence (2). Dans ce domaine, concluent-elles, la norme n'est jamais neutre ; elle marque au contraire d'une pierre blanche où se trouve la dominance. Autant le reconnaître. C'est ce qu'on peut appeler le consensus de signification.

A l'origine de tout sens il y aurait un consensus de signification. Faut-il à ce propos donner raison à J. Habermas pour qui le consensus sur le langage est naturel dans l'équilibration d'une société policée ? Ou ne faut-il pas plutôt donner acte à P. Bourdieu pour qui tout consensus résulte d'une lutte entre forces contraires et d'une inculcation produite par une dominance ? Le consensus serait alors le terme d'un conflit. Illustrez le conflit initial et ses résultantes, norme provisoirement imposée et/ou ambiguïté irréductible, et vous aurez l'origine du sens.

Reprenons l'exemple de *peuple*, à un moment précis de notre histoire où il règne sans conteste au cœur du débat politique (3). Quelles sont les sources de cet emploi majeur pendant les quatre mois de la Révolution de 1848 ? Le latin n'a

rien à répondre à une telle question. En revanche, c'est l'examen des sites d'emploi les plus caractéristiques qui peut fournir des éléments de réponse.

On s'aperçoit ainsi que la plupart des discours concurrents s'organisent soit autour de *peuple* soit autour d'*ouvriers* et de *travailleurs*, suscitant une dichotomie d'usage entre émetteurs "politiques" et émetteurs "populaires", cette dichotomie elle-même ne recouvrant pas l'affrontement des divers sens assumés par *peuple* à cette époque, puisque les émetteurs les plus opposés (Lamartine et Blanqui dans l'échantillonnage réalisé) sont aussi ceux qui emploient le plus ce terme. *Peuple* se déchire entre deux clans de porte-paroles : deux acceptions, l'incluante lorsqu'il s'identifie en permanence à la nation citoyenne (Lamartine) surveillé dans ce rôle par la cooccurrence non moins permanente de "tout entier" ou de "français", l'incluse lorsque dans la nation, seul à être "souverain", *peuple* spécifie la classe ouvrière en lutte contre ses "ennemis" (Blanqui).

Que disent les lexicologues du temps ? Le plus respecté d'entre eux, spécialiste du vocabulaire politique, Francis Wey, fait partie du clan lexical lamartinien, celui des "honnêtes gens", non subversif ; il veut la paix du dictionnaire ("Le peuple et la paix, c'est un même mot", disait Lamartine). Voici avec quelles assurances de linguiste Wey affirme le bon sens de *peuple* et en quels termes il admoneste G. Sand coupable de fautes de français :

"Quand on saura se servir de ce mot sans méprise, la République sera inébranlable, parce que les moeurs auront achevé leur éducation. Le peuple, c'est l'ensemble des citoyens ; ceux-là seuls ne font pas partie du peuple, qui prétendent se tenir hors des droits ou des devoirs communs des citoyens. Chacun, au même titre et dans la proportion d'une égalité parfaite, fait partie du peuple, à l'exception des prétendants au trône, et des criminels / ... /.

Pour les gens légers, aux yeux de qui l'habit fait le moine, le peuple, c'est la réunion des gens qui portent une blouse avec une casquette, au lieu d'un paletot et d'un tromblon de castor ou de soie / ... /. L'idée réactionnaire impliquée par ces distinctions, dont le substantif *peuple* est l'objet, est un germe de division et d'erreur / ... /. Alors, parlez français ..."

(*L'Illustration*, n° 266, 1er avril 1848).

"Quelque estime que nous ayons pour le caractère et le talent de Madame George Sand, nous ne pouvons nous empêcher de protester contre le sens qu'elle donne au mot *peuple*. Ce mot n'a plus, ne doit plus avoir la signification avec laquelle elle l'emploie. La république n'est pas la démagogie. C'est le gouvernement de tous par tous, et non le despotisme d'une classe de la société / .../. Persister à appeler *peuple* la classe laborieuse, c'est commettre un anachronisme ..."

(*L'Illustration*, n° 264, 18 mars 1848).

Le débat semble tranché ; mais nous sommes aux extrêmes d'un sémantisme stratégiquement contradictoire. En fait, l'échange le plus courant, le

moins aigu, confère à *peuple* des valeurs beaucoup moins évidentes. Voici quelques exemples parmi une foule d'autres :

"Le candidat du Peuple, ouvrier, devra sacrifier les intérêts des travailleurs de l'industrie à ceux de la patrie entière / ... /. Il devra subordonner les besoins d'une portion du peuple à ceux du peuple entier."

(*L'Atelier*, 26 mars 1848).

"Je ne comprends pas qu'on ait peur du peuple souverain ; le peuple c'est nous tous !"

(Hugo, discours, *Le Moniteur*, 30 mars 1848).

"Il n'y a plus seulement la détresse de cette portion de la population qu'on appelle plus spécialement le peuple ; il y a la détresse générale de tout le reste de la nation".

(Hugo, discours, *Le Moniteur*, 20 juin 1848).

"Vous êtes tous des hommes du peuple, et c'est précisément parce que vous êtes des hommes du peuple que, si l'on venait dire à l'un d'entre vous : c'est vous qui faites le malheur du peuple / ... /, il n'y a pas un seul d'entre vous qui n'eût le coeur profondément attristé, et celui qui n'aurait pas senti en lui de grandes angoisses, n'aurait pas été un homme du peuple".

(Louis Blanc, discours à l'Assemblée, 10 mai 1848).

"Ces mots sacrés qui brillent sur nos étendards, ils ont toujours vécu dans le coeur du peuple".

(Pétition ouvrière, 3 avril 1848).

"Les ouvriers apporteront à l'assemblée constituante l'intelligence juste des faits, l'aspiration sainte, toujours vivante au coeur du peuple".

(Pétition ouvrière, 13 mars 1848).

Référents divergents (dans *l'Atelier* et chez Hugo), jeu entretenu du flou chez Louis Blanc et dans les pétitions ouvrières, l'indécidable sémantique est universel à l'époque. Telle est la fonction même de *peuple*. Et que dire des lexies "peuple-roi", "souveraineté du peuple", "volonté du peuple" ? Leurs valeurs dépendent du qui et du pourquoi de leur emploi. Or de ce jeu, de cet indécidable et de cette dépendance, pas un mot dans les dictionnaires ! Ils sont obligés de faire comme si le flou n'existait pas. Chez eux la langue devient une abstraction.

Revenons à notre propos : la situation conflictuelle qui explique les sens de *peuple* en 1848 aboutit à un consensus de signification instable, puisqu'il peut s'agir soit d'une norme abstraite, hors (d')usage, ou marquée par la dominance (voir Wey), soit d'une résultante totalement ambiguë et jugée indigne du dictionnaire. Dans les trois cas, malgré Darmesteter, son origine sémantique n'est pas à chercher dans le latin mais dans l'histoire.

Il ne faudrait pas se méprendre sur cette conclusion ; elle ne concerne les événements que, pour ainsi dire, indirectement. Ce serait une erreur de confondre le site d'emploi, que nous avons construit pour piéger les sens à l'aide d'un échantillonnage quarantehuitard, avec les événements visibles qui ont marqué l'époque et qui, dit-on, font l'histoire. Les mots ne naissent pas des événements, comme sortis tout droit d'un chapeau anecdotique. Ils s'originent dans des antécédances imaginaires. *Peuple* en 1848 en est un bon exemple, si latin et si relatinisé sur l'image de la république romaine et sur celle d'une révolution française non moins mythifiée. Il apporte avec lui les imaginaires manipulés qui l'habitent. On pourrait gloser là-dessus. Mais je prendrai, pour varier, un autre exemple de désignant sociopolitique : quelle est l'origine de *jaune* pris au sens de "briseur de grève" (4) ?

La tradition étymologique se fait ici événementielle. Il est avéré qu'on a appelé *jaunes* les "rénégats" patronaux et les "étrangers" nouvellement embauchés qui ont poursuivi ou repris le travail abandonné par les mineurs lors des grèves de 1899-1900 au Creusot, à Montceau-les-Mines et à Carmaux. Une explication, avancée par le leader des syndicats "indépendants" mais publiée par lui seulement en 1906 dans *Le Socialisme et les Jaunes*, évoque les vitres d'un café brisées à coups de pierres par les "rouges" et que les anti-grévistes assiégés auraient remplacées par "des feuilles de papier jaune dont ils avaient un stock" : "Depuis cette époque, nos organisations se parent orgueilleusement de l'épithète décochée en plein bataille", écrit Biétry. Tel est l'étymon principal que répercutent les dictionnaires. Il est à la fois précis et insuffisant.

Outre le fait que l'on trouve quelques (rares) applications de la couleur infâmante à des briseurs de grève antérieures à 1899, le terme venait en concurrence de beaucoup d'autres à l'époque. Citons la série ancienne des *moutons, mouchards, renégats, brûleurs, renards, rats, sarrazins* ou la série plus récente des *barbares, piémontais, macaronis, christos, belges, flamands, borains* et autres *kroumirs*, voire *pavillons noirs*. La plupart de ces termes avaient bien plus de chances que *jaune* de s'imposer dans un usage où ils régnaient déjà, soit par l'entremise de l'argot populaire (rénégat, brûleur, rat, renard, sarrazin), soit encore parce qu'ils dénotaient ou connotaient la véritable immigration ouvrière de l'époque, belges et italiens en tête, qui servait au patronat à faire pièce aux grévistes. Et si l'événement a tant de poids en lui-même, pourquoi ne serait-ce pas

saucisson, tellement plus moqueur, qu'on aurait gardé, vu que les "faux-frères" du Creusot, assiégés dans l'usine et ravitaillés par des paniers de charcuterie, s'étaient d'abord trouvés affublés de ce terme ?

Or c'est la moins légitime de ces appellations, en apparence, qui s'est transmise dans tout l'occident latin et jusqu'à nos jours (les coolies et les cigariers chinois ne menaçaient à l'époque que les "blancs" de Californie).

Quatre raisons principales expliquent, à mon avis, cette réussite langagière (sinon sociale, car l'échec de Biétry a été complet en milieu ouvrier). Jaune a "réussi" d'une part grâce à la conjugaison du vieux fantasme para-religieux de l'exclusion dont il est, au moins depuis l'inquisition, avec *renégat*, *pilori* et *judas*, une marque persistante, demeurée indélébile dans l'inconscient collectif, et d'un fantasme socio-raciste lié à la concurrence sans merci pratiquée sur le marché du travail, amplifié quelques années plus tard par le récit des atrocités tonkinoises et la peur fabriquée du "péril jaune" (1895).

Il a pu d'autre part, s'imposer grâce à deux processus de facilitation qui se sont mêlés à l'activation de ces fantasmes. Dès les années 1880 le "jaune" se trouve, en effet, conjuré dans le discours militant et plus particulièrement socialiste, par la mise en exergue des réactions ouvrières américaines : "A bas les hommes jaunes !" s'écrit J. Guesde à son tour (1882). Enfin il est évident que la couleur entre avec aisance dans le système des symboles politiques, puisqu'à l'époque se battaient déjà syndicats "rouges", anarchistes ou socialistes, et syndicats "blancs", monarchistes. Le jaune présentait l'intérêt de ne s'afficher ni d'un côté ni de l'autre ; et si les biétristes de la "Fondation nationale des jaunes" ont délibérément assumé l'étiquette qu'on leur avait jetée dessus, malgré l'opprobre qui l'accompagnait, c'est parce qu'elle leur permettait de s'affirmer "indépendants" des deux tendances.

Cet exemple montre que la vraie question de l'étymologie sociale n'est pas "d'où sort le mot ?" mais "pourquoi a-t-il pris ?". L'anecdote, certainement réelle, des vitres remplacées par du papier de couleur ou du papier huilé (variante socialiste), n'est au maximum que l'occasion, au minimum qu'une illustration de la néologie sémantique ; elle jalonne parmi cent autres l'histoire métaphorique du jaune, avec le drapeau, le genêt et bien d'autres symboles.

En réalité, ce qui importe est de rendre compte des processus sociaux d'implantation du néologisme : comment un terme vient se sourcer dans les représentations ou les mythes d'une culture, y prendre force et permanence et,

intégré dans un micro-système, fonctionner à son tour comme créateur de stéréotype. La source du sens est ici à chercher dans le "greffage" d'un néo-emploi sur les prérequis de fantasmes porteurs.

D'où la force de ce que l'on appelle l'"étymologie populaire". Celle-ci ne s'explique pas seulement, à mon avis, par le besoin ou la paresse qui présiderait au rattachement d'un signe démotivé à une série en pleine production ; elle peut aussi trouver la raison de son ralliement à cette série dans les pulsions affectives qui gouvernent les signes à notre insu. Si *faubourg* s'écrit comme *faux* et non comme *forêt*, contrairement à ses vraies origines philologiques (5), c'est peut-être au fond que, les "vrais" citoyens habitant dans le *bourg*, les ouvriers des faubourgs, exclus du pouvoir par les mots, n'étaient d'abord que des non-citoyens ... D'où l'erreur "naturelle" d'une étymologie par *falsus burgus*. Mais cela n'est dit nulle part tel quel. Les signes d'exclusion sont décidément bien dissimulés, à l'abri des mutismes de la langue.

La citation de R.L. Wagner mise en exergue à cette étude traçait à l'étymologie un programme en trois points. Nous avons entrechoqué les deux premiers, afin de rendre aux sources sociales des néo-emplois leur importance proprement sémantique. Cette réflexion sur l'efficiencia de l'histoire, entendue non comme événementielle mais comme jeu de rapports mythifiés, doit se continuer sur le plan des "opérations de langue". Là encore, l'arbitraire du signe s'incline devant des raisons historiques.

Prenons l'exemple des noms de courant politique et des désignants qui en découlent (6). Rien de plus évident que la différence, voire l'opposition, entre un *radical socialiste* et un *socialiste radical*. L'ordre qui préside à la séquence est une hiérarchie. Pour ces exemples précis, la grammaire invoquera celle du substantif suivi par l'adjectif, étant entendu qu'ici le *radical* substantif, dans le premier cas, a évolué vers tant de modération depuis Blanqui qu'on a éprouvé le besoin de faire surveiller son activité politique par un adjectif qui le contraint, alors que le *radical* adjectif du second cas, resté intègre, joue à son tour le rôle purificateur, mais par rapport à un mot *socialiste* tenté par le modérantisme. Evident aussi le fait que cette hiérarchie grammaticale doublée, on le voit, de hiérarchies d'accentuation se justifie historiquement. Le radical-socialiste, surtout trait-d'unioné, est postérieur

au radical tout court. Et que dire du "Parti républicain radical et radical-socialiste" ? Dans cette longue séquence s'inscrit toute une chronique de groupes parlementaires et de fusions, que l'on peut repérer en figurant l'arbre dérivationnel de ses emboîtements successifs. Avec lui on descend l'histoire :

On peut également faire appel à des thèmes transformationnels pour rendre compte des processus d'engendrement lexicaux et sémantiques ; mais de la même manière ils ne se légitiment qu'en référence à l'histoire socio-politique. D'où viennent les lexies comme *action catholique*, *action populaire* ou *action française* ? Elles prennent source et sens dans des structures profondes, actives dans le discours et sur lesquelles sont passées des nominalisations.

Dans *action catholique*, le premier terme nominalise le verbe *agir* et le second présente le sujet qui fait l'action : les catholiques agissent. Dans *action populaire*, le sujet est effacé, le deuxième adjectif a valeur de localisation et de fin de l'action : on pourrait traduire la séquence par l'énoncé suivant : "nous agissons pour le peuple". Dans *action catholique ouvrière*, les deux structures sont présentes ; traduisons : "ce sont les catholiques qui agissent pour et dans le monde ouvrier". La hiérarchie des composants glisse ainsi à la surface des fonctionnements profonds, on le voit, très différents. Tout un jeu de l'implicite social est sous-jacent aux dénominations. Jeu dont on devrait retrouver l'explicitation dans les discours antérieurs.

Examinons plus particulièrement le cas d'*action française*. Ne s'agit-il pas en fait d'une double structure profonde, qu'on pourrait gloser par les deux énoncés suivants :

a) "les (vrais) Français agissent",

b) "il faut agir (uniquement, surtout, d'abord) pour la France" ;

ce qui s'origine dans une phrase du type : "les français agissent pour la France". Et cela n'est pas une vue de l'esprit ! L'histoire et les textes peuvent servir ici de commentaires. Attestée dans la presse en 1898, l'expression *action française* est à prendre au sens b (une action qui soit française) ; dans la création par H. Vaugeois de la première association à porter ce titre l'année suivante, il faut plutôt entendre résonner le sens a (les vrais français se regroupent pour agir). Enfin, voici une citation typique des statuts fondateurs de la Ligue datant de 1905, où les deux sens se trouvent réunis : "Français de naissance et de coeur (agent), / ... / il faut rendre (action) à la France (agi) un régime qui soit français (agi)".

Puis, au fil du temps de tels distinguos deviennent vains. Que signifient *action française* pour l'"Institut d'Action française" fondé en 1906 ou dans le "Congrès d'Action française" qui se tient en 1907 ? En soi rien de bien subtil désormais. Le bloc figé *Action française* est devenu, à l'instar du PRRR-S, une simple étiquette employée comme telle, le désignant d'un courant politique déterminé. Ainsi l'histoire s'efface des nominalisations.

Revenir aux sites d'origine des mots et des lexies de type sociopolitique nous met en présence de phénomènes mixtes dont on a trop pris l'habitude, linguistes comme historiens, de ne voir qu'une face. Regarder les deux, l'une après l'autre, n'est pas une solution. C'est l'interaction complexe de la structure dynamique de la langue et du jeu-conflit des forces et de leurs masques qui est source du sens et, ainsi qu'on vient de le voir, de certaines formulations. Quand un pouvoir est en cause - ce qui est la définition même du politique, hors guerre, les armes faisant place au discours - le tout premier sens à trouver est l'enjeu à partir duquel les portes-paroles diffractent les valeurs sémantiques et affectives de leurs mots.

Or cet étymon-enjeu, quand on peut l'atteindre, s'observe souvent à travers des processus d'exclusion et d'inclusion. Jusqu'où va la liberté ... de l'autre ? Qui

fait partie du peuple et qui n'en est pas ? Quel opprobre exclut l'autre dans la lutte Rouges/Jaunes ? Où s'arrête le vrai bourg pour le citoyen ? Qui regrouper chez les radicaux ? A quoi reconnaît-on un vrai français ? Oui, il y a toujours une frontière quelque part. D'une culture à l'autre, et plus, encore, d'un temps à l'autre, cette frontière bouge, sinon dans la réalité - c'est un autre débat - du moins dans nos imaginaires. Avouons-le : ce ne sont pas les mots qui vivent par eux-mêmes, ce n'est peut-être pas la société qui change en soi, c'est le système de nos représentations sociales verbalisées qui est perpétuellement en restructuration, avec ses pesanteurs fantasmées et ses révolutions non moins permanentes.

NOTES

(1) Si grande est l'illusion autonomiste des linguistes que, selon Arsène Darmesteter, le binome *populum-peuple* fait partie de ces "mots qui n'ont point modifié leur signification première de l'époque latine à nos jours" (cf. *La vie des mots étudiée dans leurs significations*, Paris, rééd. Champ libre, 1979, p. 36 et p. 158). Pour A. Darmesteter, les "mots historiques" sont ceux qui n'ont plus d'histoire (ibid. p. 132-133).

(2) Etudes sur *nègre* (S. Delesalle, L. Valensi), sur *femme* et *filles* (J.P. Beaujot, M. Lehmann), sur *dévergondé*, *dévergondage* (C. Buzon, S. Delesalle, C. Girardin) etc ... Signalons plus particulièrement le récent et remarquable recueil d'études dû à Domenico d'Orta et paru sous le titre *Dictionnaire et idéologie* aux éditions Schena-Nizet, Fasano-Paris, 1988 ; on y trouvera entre autres un suggestif inventaire des tabous sexuels dans les dictionnaires français modernes les plus usuels.

(3) M. Tournier, *Un vocabulaire ouvrier en 1848. Essai de lexicométrie*, Saint-Cloud, 1975, vol. 2, p. 497-552.

(4) M. Tournier, "Les Jaunes : un mot-fantôme à la fin du 19ème siècle", in *Mots*, n° 8, mars 1984, p. 125-146.

(5) M. Tournier, "Autour de *Politique* : *bourg* et *faubourg*", in *Mots*, n° 18, mars 1989, p. 108-109.

(6) M. Tournier, "Vers une grammaire des dénominations socio-politiques au début de la Troisième République (1879-1905)", in *Mots*, n° 2, mars 1981, p. 51-72.